



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 17/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMCOR Speciality Cartons France SAS

2 rue des Violettes
ZI
68190 Ungersheim

Références : 0006700446_AMCOR_2024-05-23_VIIC AN 2024 COV
Code AIOT : 0006700446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim. L'inspection a été annoncée le 10/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les composés organiques volatils (COV) sont des substances qui doivent faire l'objet d'une surveillance particulière dans les installations classées qui en émettent. En effet, leur nature (cancérogène, volatile, gazeux, ...) représente un risque sanitaire dans le domaine de la qualité de l'air. Par ailleurs, ce polluant est un précurseur de l'ozone (avec les Nox) dont les épisodes de pic de pollution s'intensifient avec le réchauffement climatique.

Le but de cette action nationale est la réduction des émissions diffuses et canalisées de COV et le contrôle des valeurs limites d'émissions, notamment via le plan de gestion des solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS assure l'impression par le procédé d'héliogravure d'emballage. Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques. Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés à destination de l'industrie du Tabac.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation et soumise à la directive IED (3670).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence COV CMR	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 33 - Alinéa 6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Préfectoral du 12/05/2012, article 33 - Alinéas 2 et 3	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeur limite en COV - Concentration + flux - Incinérateur	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2	Sans objet
3	Valeur limite en COV - Concentration + flux - Extracteurs	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats réalisés, l'Inspection n'est à ce jour pas en mesure de statuer sur le respect des prescriptions pour les points de contrôle suivants:

- point de contrôle N°1: présence de COV CMR

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant du respect du flux horaire maximal de 10 g/h d'émissions de COV particuliers sur l'installation utilisant des COV CMR.

- point de contrôle N°4: Plan de Gestion des Solvants

Il est demandé à l'exploitant de reprendre son Plan de gestion des Solvants afin de déterminer précisément chacun des paramètres qui composent le PGS, conformément au "Guide d'élaboration d'un Plan de Gestion des Solvants" élaboré par l'INERIS en 2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence COV CMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 33 - Alinéa 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, COV particuliers
Prescription contrôlée : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.
Constats :

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 25/04/2024 les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des solvants utilisés majoritairement sur le site:

- Acétate d'Ethyle

Consommation en 2023: 289 tonnes

Réf. FDS: code produit 0004, version du 19/08/2016

- Ethanol

Consommation en 2023: 7 tonnes

Réf. FDS: code produit 2124, version du 03/03/2017

- Ethoxypropanol

Consommation en 2023: 3 tonnes

Réf. FDS: code produit 0047, version du 18/04/2012

Après analyse des FDS, l'inspection a constaté la présence d'aucunes phrases CMR selon la réglementation CLP sur les documents.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les encres, vernis et laques utilisés sur le site avaient une part de solvant dans leur composition.

L'inspection a donc demandé de vérifier l'analyse du risque chimique sur le site par le biais du logiciel SEIRICH de l'INRS.

Après consultation du tableau de bord du logiciel, il apparaît que 3 produits chimiques utilisés sur le site sont des produits CMR.

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les FDS de ces 3 produits.

Après le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 30/05/2024 les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des 3 produits ciblés lors de la visite:

- IC-001PM Printing Ink

Encre contenue dans des cartouches scellées qui sont installés dans un équipement de sérial coding sans contact avec l'opérateur

Consommation annuelle: 50 litres

Matériel manipulé uniquement par les techniciens de la Maintenance

Réf. FDS: code produits IC-001-PM, version du 07/02/2023

Phrases CMR: H360D

- IR-001PM Printing Ink

Encre identique mais contenue dans le réservoir de l'équipement de sérial coding sans contact avec l'opérateur

Consommation annuelle: 50 litres par an

Matériel manipulé uniquement par les techniciens de la Maintenance

Réf. FDS: code produits IR-001-PM, version du 07/02/2023

Phrases CMR: H360D

- Vornickel VM

Ce produit est utilisé pour réparer un impact sur un cylindre d'impression. Un apport de cuivre est réalisé par électrolyse pour colmater l'impact et ce produit est utilisé comme accroche puis pour recouvrir la matière et retrouver sa dureté. Sans ce produit, le cuivre ne pourrait pas accrocher sur le cylindre.

Consommation annuelle faible: 30 à 40 cl

Opération effectuée par seulement une dizaine de personnes sur le site.

Réf. FDS: code produits 022-001-003-010, version du 20/06/2015

Phrases CMR: H350, H360D

Concernant les deux encres, l'exploitant indique qu'elles permettent d'inscrire un code-barre sur certaines séries de paquets (seule une marque le demande) afin d'éviter les contrefaçons.

Ces encres sont imposées par le client et ne peuvent être substituées.

Production: 1 semaine/mois

Les encres se situent sur un système d'impression par jet d'encre sans contact avec les employés (hors production par héliogravure).
Cependant, des rejets diffus de solvants sont émis dans l'air de l'atelier.

Pour le 3ème produit, les émanations de produits font également partie des rejets diffus dans l'atelier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'apporter les éléments justifiant que le flux horaire maximal de l'installation rejetant des COV CMR ne dépasse pas les 10 g/h lors de son utilisation .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Valeur limite en COV - Concentration + flux - Incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeur limite de rejets

Prescription contrôlée :

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Flux (kg/h)
COV (exprimées en C total)	20 mg/Nm ³ ou 50 mg/Nm ³ si rendement épuratoire > 98%	1,2 kg/h

Le débit est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % pour le CO et les NOx. Les concentrations en COV correspondent à la somme des COV non méthaniques exprimée en carbone totale.

Les contrôles annuels et triennals sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement selon les méthodes normalisées en vigueur.

Constats :

Par courriel en date du 25/04/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de mesures atmosphériques des 3 dernières années comprenant:

- Contrôle de l'incinérateur amont/aval - Rapport n° 102187672201R001 du 13/05/2022 - Mesures effectuées le 20/04/2022
- Contrôle de l'incinérateur amont/aval - Rapport n° 102187672301R001 du 28/09/2023 - Mesures effectuées le 27/09/2023
- Contrôle de l'incinérateur amont/aval - Rapport n° 102187672401R001 du 25/01/2024 - Mesures effectuées le 25/01/2024

Pour chacun des rapports ci-dessus, l'Inspection a vérifié la présence des points suivants:

- présence du sigle COFRAC
- présence de l'extrait du JO avec les agréments nécessaires pour la mesure des COV : 2/13/14/15
- utilisation des normes de mesurage pour le paramètre COV

Ces constats sont synthétisés dans le tableau ci-dessous:

	Rapport de 2022	Rapport de 2023	Rapport de 2024
Présence Sigle COFRAC	OUI	OUI	OUI

Extrait Journal Officiel avec les agréments nécessaires	Arrêté du 17 Décembre 2021 comprenant les agréments 2/13/14/15 (page 3 du rapport)	Arrêté du 16 Décembre 2022 comprenant les agréments 2/13/14/15 (page 3 du rapport)	Arrêté du 07 Décembre 2023 comprenant les agréments 2/13/14/15 (page 3 du rapport)
Normes de mesurage pour le paramètre COV	Normes NF EN 12619; XP X 43-554	Normes NF EN 12619; XP X 43-554	Normes NF EN 12619; XP X 43-554

De plus, pour chacun des rapports d'analyses, les mesures sont rapportées dans les conditions normales de température et de pression avec une mesure des débits rapportée en gaz secs, aux CNTP.

L'Inspection a uniquement vérifié le respect de la VLE pour la partie COV (COVT, CH4 et COVNM).

Par conséquent, pas de vérification du taux d'oxygène.

Vérification des VLE sur le point aval de l'incinérateur (sortie) :

- Pour l'année 2022 :

Rendement de l'épurateur : 97,3 % donc VLE = 20 mg/Nm3 en sortie de l'incinérateur

Concentration CH4: 0 mg/Nm3

Concentration COVNM: 7 mg/Nm3

Concentration COVT : 7 mg/Nm3

Flux COVT : 0,250 kg/h

La VLE est respectée pour l'année 2022.

Pour l'année 2023 :

Rendement de l'épurateur : 99,16 % donc VLE = 50 mg/Nm3 en sortie de l'incinérateur

Concentration CH4: 0,0096 mg/Nm3

Concentration COVNM: 4,5 mg/Nm3

Concentration COV : 4,5 mg/Nm3

Flux COV : 0,122 kg/h

La VLE est respectée pour l'année 2023.

Pour l'année 2024 :

Rendement de l'épurateur : 99,01 % donc VLE = 50 mg/Nm3 en sortie de l'incinérateur

Concentration CH4: 0,19 mg/Nm3

Concentration COVNM: 8,4 mg/Nm3

Concentration COV : 8,4 mg/Nm3

Flux COV : 0,287 kg/h

La VLE est respectée pour l'année 2024.

Les constats effectués n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeur limite en COV - Concentration + flux - Extracteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 32.3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeur limite de rejets

Prescription contrôlée :

Point de rejet	COV Concentrations instantanées en	COV Flux (kg/h)	Commentaires
----------------	--	--------------------	--------------

	mg/Nm3		
Extracteur d'air n°1	75 mg/Nm3	2,3 kg/h	Contrôle triennal
Extracteur d'air n°2	75 mg/Nm3	2,3 kg/h	Contrôle triennal

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en COV correspondent à la somme des COV non méthaniques exprimée en carbone totale.

Les contrôles triennaux sont réalisés par un organisme agréé par le ministère de l'environnement selon les méthodes normalisées en vigueur.

Constats :

Par courriel en date du 25/04/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de mesures atmosphériques pour l'année 2022 (correspondant au dernier contrôle triennal - prochain en 2025) : Contrôle de l'incinérateur amont/aval et des extracteurs n°1 et 2 - Rapport n° 102187672201R001 du 13/05/2022 - Mesures effectuées le 20/04/2022

Pour rappel sur le point de contrôle N°2, l'Inspection a vérifié la présence des points suivants sur le rapport :

- présence du sigle COFRAC
- présence de l'extrait du JO avec les agréments nécessaires pour la mesure des COV : 2/13/14/15
- utilisation des normes de mesurage pour le paramètre COV

De plus, pour chacun des rapports d'analyses, les mesures sont rapportées dans les conditions normales de température et de pression avec une mesure des débits rapportée en gaz secs, aux CNTP.

L'Inspection a uniquement vérifié le respect de la VLE pour la partie COV (COVT, CH4 et COVNM).

Par conséquent, il n'y a pas eu de vérification faite du taux d'oxygène.

Concernant la vérification des VLE sur les sorties Extracteur d'air n°1 et n°2 , le dernier contrôle triennal d'Avril 2022 a été utilisé.

- Extracteur d'air n°1:

Concentration CH4: 0 mg/Nm3

Concentration COVNM: 37,3 mg/Nm3

Concentration COVT : 37,3 mg/Nm3

Flux COVT : 0,922 kg/h

La VLE est respectée pour la sortie de l'extracteur n°1.

- Extracteur d'air n°2:

Concentration CH4: 0 mg/Nm3

Concentration COVNM: 32,7 mg/Nm3

Concentration COVT : 32,7 mg/Nm3

Flux COVT : 0,971 kg/h

La VLE est respectée pour la sortie de l'extracteur n°2.

Les constats effectués n'appellent pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2012, article 33 - Alinéas 2 et 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi quantitatif des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis par courriel en date du 02/05/2024 à l'Inspection le plan de gestion des solvants (PGS) 2024 pour les consommations de solvants de l'année 2023 et en date du 16/05/2024 un document détaillant les calculs et estimations effectués pour déterminer chaque paramètre du PGS.

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été possible de vérifier comment chaque paramètre a été déterminé par l'exploitant, en l'absence de l'agent ayant réalisé le PGS.
Par conséquent, l'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les compléments demandés sous une semaine avant la rédaction du rapport d'inspection.

Par courriel en date du 04/06/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les compléments demandés.

L'analyse du PGS est réalisée selon « le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants – Révision n°1 » établi par l'INERIS et daté du 22/02/2009.

Dans le cadre d'un Plan de Gestion des Solvants complet, voici les équations à connaître et à vérifier :

C (consommation de solvants) = $I1 - O8$

$I = I1 + I2$ (flux entrants)

Émissions diffuses = $I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8 = O2 + O3 + O4 + O9$

Ci-dessous, l'Inspection a vérifié les valeurs, les calculs et autres justificatifs donnés par l'exploitant pour déterminer chaque paramètre du PGS.

- Flux entrants :

Pour cette partie, l'exploitant a déterminé uniquement le paramètre $I1$ car sur le site, l'exploitant ne réalise pas de régénération interne de solvants.

Paramètre $I1$:

Pour ce paramètre, l'exploitant a réparti ce paramètre en deux parties : la part de solvants apportées par l'exploitant ($I1A$) et la part contenue de base dans les encres, laques et vernis ($I1B$), soit $I1 = I1A + I1B$.

Pour $I1A$, l'exploitant a repris les valeurs consommées pour chaque solvant en reprenant les entrées logistiques (quantités de solvants achetés).

La valeur déterminée est de 363,4 t pour l'année 2023.

Concernant $I1B$, l'exploitant a évalué la part de solvants contenus dans les encres, vernis et laques utilisés sur l'année 2023 et il l'a multipliée par les quantités d'encres, de laques et de vernis utilisées dans l'année 2023 (suivi logistique).

Cependant, la part de solvants pour chaque encre, vernis et laque n'a pas été prise en compte. En effet, l'exploitant a indiqué que pour chaque catégorie, une moyenne de part de solvants est prise en compte en fonction des valeurs prises dans les Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés. Cette méthode est imprécise pour déterminer efficacement le paramètre $I1$:

Extrait du tableau :

	Quantité de produits consommés (en tonnes)	Pourcentage de solvants dans les produits (moyenne)	Quantité de solvants dans les produits (en tonnes)
Quantité d'encres	117	80	93,6
Quantité de laques	34	30	10,2
Quantité de vernis	154	30	46,2

TOTAL	305		150
-------	-----	--	-----

$I1 = 363,4 + 150 = 513,4 \text{ t}$

Flux sortants :
 O1 : rejets canalisés à l'atmosphère
 Pour déterminer O1, l'exploitant s'est basé sur les rejets en sortie de l'incinérateur grâce à une mesure en continu des COV en entrée et en sortie de l'incinérateur,
 Cependant, l'analyseur exprime une quantité en équivalent carbone.
 Afin de revenir à une quantité de solvants, l'exploitant utilise un coefficient multiplicateur.
 Selon l'exploitant, ce coefficient a été déterminé par un bureau d'études en 2002 et représente une moyenne des taux de conversion pour chaque solvant utilisé.
 Cependant, ce coefficient est une moyenne, il n'a pas été mis à jour depuis 2002 et il ne prend pas en compte la composition des solvants et leur coefficient de réponse,
 Cette méthode est imprécise pour déterminer efficacement le paramètre O1.

De plus, dans le paramètre O1, les rejets des extracteurs n°1 et N°2 ne sont pas pris en compte car ces rejets ne passent pas par l'incinérateur alors que le dernier rapport triannuel étudié au point de contrôle n°3 fait bien mention de rejet de COV sur les émissaires.

$O1 = 7,527 \text{ t}$

O2 : rejets de solvants dans les eaux.
 Pas de rejets aqueux industriels liés au process sur le site,

O3 : quantités de solvants présents dans les produits finis
 Pour déterminer O3, l'exploitant détermine la surface de produits finis réalisée sur l'année 2023.
 Ensuite, il détermine la concentration en COV sur une des surfaces par le biais d'un contrôle qualité sur la surface (chromatographie).
 Puis il applique le coefficient multiplicateur (de 2002) pour déterminer la quantité de solvant dans les produits finis :
 $O3 = \text{Surface totale} * \text{concentration COV} * \text{coefficient multiplicateur}$

Comme pour le paramètre O1, l'utilisation du coefficient multiplicateur n'est pas une méthode précise.

$O3 = 13,013 \text{ t}$

O5 : quantité de solvant détruit par le système de traitement des COV (ici, épurateur thermique)
 Etant donné que sur site, l'exploitant réalise une mesure en continu des COV en amont et en aval de l'épurateur thermique, l'exploitant peut déterminer le paramètre O5.
 Cependant, comme pour les paramètres O1 et O3, l'utilisation du coefficient multiplicateur n'est pas une méthode précise.
 $O5 = 401,734 \text{ t}$

O6 : quantité de solvants contenus dans les déchets
 Pour ce paramètre, l'exploitant a découpé ce point en deux parties : la quantité contenue dans les déchets et la quantité contenue dans les chiffons souillés.
 Pour le pourcentage de solvants dans les déchets :

- partie encres : reprise de la valeur dans les FDS.
- partie laques/vernis : l'exploitant explique qu'il met un certain pourcentage en fonction de la quantité d'alcool rajouté lors de la production

 Pour ces deux parties, l'exploitant n'est pas précis dans la détermination du pourcentage car dans les deux cas, celui-ci est estimé sans tenir compte de la part de chaque produit contenus dans les déchets
 Ces approximations faussent les résultats de quantité de solvants dans les déchets.

Pour la partie sur les chiffons souillés, la quantité est déterminée en pesant un fût de chiffon souillé et un fût vide de chiffon.

O6 = 47,015 t

Pour les paramètres O7, O8 et O9, ils ne sont pas déterminés par l'exploitant car pas de vente ni de régénération externe.

Donc, par conséquent, le paramètre O4 est déterminé en utilisant les équations du PGS :

Émissions diffuses = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8 = O2 + O3 + O4 + O9

Émissions diffuses = 513,4 - 7,527 - 401,734 - 47,015 - 0 - 0 = 0 + 13,013 + O4 + 0

Soit O4 = 57,124 - 13,013 = 44,111 t

Dans ce paramètre O4, l'exploitant inclut la quantité de solvants émis lors de la panne de l'incinérateur mais selon le guide INERIS, celui-ci doit être inclus dans le paramètre O1.

La quantité d'émissions diffuses représente 11,13 % de la part de solvants consommés par le site:

C = I1 - O8 = 513,400 t

Émissions diffuses = 57,124 t

Soit Pourcentage d'émissions diffuses = (57,124/513,400) x 100 = 11,13 %

Cette valeur est conforme à la valeur inscrite dans les NEA-MTD du BREF STS (< 12%).

Les constats effectués concernant les approximations de détermination des différents paramètres qui composent le PGS du site ainsi que la non-comptabilisation de certaines émissions constituent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de reprendre son Plan de gestion des Solvants afin de déterminer précisément chacun des paramètres qui composent le PGS, conformément au "Guide d'élaboration d'un Plan de Gestion des Solvants" élaboré par l'INERIS en 2009.

Notamment, il devra déterminer à chaque étape les compositions précises de chaque solvant dans les entrées et les sorties afin d'éviter au maximum l'utilisation d'approximations ou de moyennes dans la détermination des paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois